

Décembre 2015

# Démocratie : quand le citoyen participe !

**Au cœur des débats, la démocratie telle qu'elle s'exerce aujourd'hui déçoit. Existe-t-il un modèle qui réponde davantage aux attentes du citoyen? Faut-il penser une forme nouvelle de démocratie pour que le citoyen participe vraiment à la chose publique?**

## Quelle démocratie en crise ?

A l'heure actuelle, tout le monde s'accorde sur la définition de la démocratie en tant que système de gestion efficace de la chose publique<sup>1</sup>. Néanmoins, ses pratiques, ses formes, ses représentants ainsi que la légitimité des décisions qui en émanent sont questionnés.

La démocratie représentative, forme aujourd'hui mise en œuvre, est donc au cœur des débats et suscite tantôt inconfort ; méfiance ; voire une fatigue démocratique. Le Sénat de Belgique a d'ailleurs organisé en septembre 2015 un colloque sur "Démocratie représentative : vers la fin d'un modèle?", signe que le sujet est d'actualité et pose question<sup>2</sup>.

### Un inconfort...

Il existe un inconfort, selon Pierre Verjans<sup>3</sup>, dans la notion même de représentation. En effet, le fait même qu'un élu représente le peuple signifie de prendre des décisions à sa place, ce qui le rend différent du peuple de par son pouvoir. Alors que l'intérêt du citoyen pour la politique augmente, une frustration se fait sentir chez lui, car il perçoit un écart entre ce qu'il pense et ce que le politique décide.

*La démocratie représentative, forme qui est aujourd'hui mise en œuvre, est donc au cœur des débats*

<sup>1</sup> La démocratie est "un système politique, dans lequel la souveraineté émane du peuple", voir Dictionnaire LAROUSSE

<sup>2</sup> Colloque "Démocratie représentative : vers la fin d'un modèle? Diagnostics et remèdes", organisé par le Sénat de Belgique, 22 septembre 2015.

<sup>3</sup> Colloque "Démocratie représentative : vers la fin d'un modèle? Diagnostics et remèdes", organisé par le Sénat de Belgique, 22 septembre 2015.

### Une méfiance...

Pour le citoyen, le politique ne peut plus se retrancher derrière les élections. L'élu parce qu'il est élu n'a pas pour autant un avis plus éclairé que le citoyen lambda. De plus, deux postures du politique accentuent cette perte de confiance. La première est la posture d'évitement du politique qui est peu à même d'expliquer et de justifier son positionnement devant le citoyen en attente. La deuxième est celle de surplomb qui résulte de la volonté de certains élus de clore le débat au nom d'une représentativité qui suffirait à les rendre légitimes.

### Implantation d'un centre de réfugiés à Thy-le-Château : quelle réelle participation du citoyen ?

Suite à une décision du gouvernement fédéral, un centre Fedasil ouvre ses portes à Thy-le Château en novembre 2015. La commune, étant l'instance la plus proche des citoyens, est amenée à réaliser une réunion d'information. Mécontents de ne pas avoir été consultés, les citoyens montrent leur frustration et leur méfiance envers le politique.

Alors que la politique laisse croire à une participation des citoyens, cette décision du gouvernement montre bien les limites de la démocratie représentative qui restreint souvent la participation à des enjeux minimes (infrastructures, comité de quartier, etc.) ou à de l'informationnel.

A.C.

## Une fatigue démocratique...

David Van Reybrouck<sup>4</sup> la justifie par une crise de légitimité et d'efficacité de la démocratie. La crise de légitimité se perçoit dans le taux croissant d'abstentions au vote – pourtant obligatoire en Belgique. Aussi, les électeurs montrent moins de loyauté à un seul et même parti et adhèrent moins aux partis politiques, organes même du système démocratique.

La crise de l'efficacité, elle, porte sur la longueur de la mise en place d'actions publiques, l'impuissance administrative, la peur des politiques d'échouer aux élections et leur besoin permanent de se faire remarquer.

## Des mouvements citoyens

Face à ces deux crises, certains citoyens se sentent impuissants et de moins en moins convaincus de leur capacité à participer à un quelconque changement social. En réponse à cette impuissance, une série d'initiatives citoyennes ont germé ces dernières années. Nous y retrouvons des mouvements à la recherche de sens, de démocratie, d'alternatives au système actuel. Le mouvement Tout autre chose, le réseau ADES, Roosevelt... font partie de ces initiatives. Pas forcément sur le volet politique, il s'agit surtout de citoyens désireux de participer activement à la construction d'un nouveau monde grâce à l'exercice de modes de fonctionnement démocratiques différents, ouvrant ainsi la porte sur une nouvelle forme de démocratie. Face aux carences du politique, ils amènent des propositions concrètes. Par exemple, la Plateforme de soutien aux réfugiés<sup>5</sup>, pour répondre à une

<sup>4</sup> VAN REYBROUCK David (2014), "Contre les élections", BABEL, France.

<sup>5</sup> Alors que des populations, victimes de guerre, étaient sur les routes vers l'Europe, Théo Francken a décidé d'éliminer plus d'un millier de places dans les centres d'accueil en juillet dernier. "Des centaines de candidats à l'asile se sont retrouvés sans logement et sans assistance en attendant de pouvoir être reçus par l'Office des Etrangers." Suite

certaine négligence du politique, a coordonné des actions citoyennes pour prêter du matériel, héberger un réfugié, apporter l'aide, mobiliser le politique.

## Des alternatives au système représentatif

Pour certains politiques, les élections sont le mode exclusif de la participation citoyenne à la vie politique et publique. Ils voient alors dans la démocratie participative une menace au bon fonctionnement de la démocratie actuelle et avancent le risque du populisme, la difficulté de comprendre des dossiers complexes et, la crainte de l'amateurisme.

Pourtant, si nous pensons que la démocratie est un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple<sup>6</sup>, les élections ne permettent pas totalement aux citoyens de se gouverner pour et par eux-mêmes. Pour amener une réelle participation des citoyens à la chose publique, la démocratie participative est bel et bien une alternative.

## Participation contrôlée des citoyens

Des élus et instances représentatives, conscients de la frustration citoyenne, proposent des formes de participation de type top down, autrement dit des actions organisées par le pouvoir public. Par exemple, nous retrouvons l'idée de référendum. Les communes encouragent aussi la participation de la population en leur fournissant des informations ou en l'incitant à contribuer à des groupes de travail sur la vie communale.

Même si ces mesures renforcent la proximité entre élus et citoyens, rendent des décisions plus rationnelles, efficaces et, amènent plus de justice sociale, elles restent insuffisantes.

à ces événements, le mouvement citoyen s'est créé en septembre. Plus d'informations sur : <http://www.bxlrefugees.be/qui-sommes-nous/>

<sup>6</sup> Inspiré du discours de Gettysburg en 1863 par Abraham Lincoln.

En effet, le citoyen reste à l'écart et le pouvoir décisionnel continue d'appartenir aux élus. Les processus participatifs visent non pas à renverser la pyramide de l'organisation politique mais plutôt " à activer de meilleurs allers-retours en termes de fréquence, de quantité, de qualité entre le sommet et la base."<sup>7</sup> Nous nous demandons alors si ce genre d'initiative se réalise au nom d'une envie réelle de faire participer le citoyen aux décisions, ou simplement pour réduire la défiance et montrer une nouvelle image de la politique.

## Tirage au sort

Van Reybrouck<sup>8</sup> encourage à fonder un système alliant tirage au sort et élection. Le tirage au sort contrerait les failles des élections et il permettrait alors une participation de tous. Il amènerait une procédure neutre permettant de répartir les chances politiques équitablement et d'éviter les désaccords, de dissiper la fièvre électorale et de mettre l'attention sur le bien commun. Au niveau des publics, ce genre de dispositif encouragerait les citoyens actifs, ainsi que ceux qui ne se sentent pas forcément compétents, à participer.

Par exemple en Irlande, le gouvernement a invité les citoyens à réécrire des articles de la Constitution. Le tirage au sort s'est fait en trois étapes. La première étape est le tirage aléatoire des citoyens du pays. La deuxième permet aux citoyens sélectionnés de montrer leur souhait de participer. La troisième est le nouveau tirage au sort des candidats. Le processus dura près d'une année, entre des moments d'information pour comprendre les enjeux de la thématique traitée et d'autres de prise de décision.

*La démocratie participative est bel et bien une alternative à notre démocratie malade*

<sup>7</sup> SERON A. (2005), "Citoyenneté et participation: un mariage de raisons", Politique, hors-série n°3, Gérons la ville nous-mêmes, pp. 6-7.

<sup>8</sup> VAN REYBROUCK David (2014), op.cit.

*Il est nécessaire que le citoyen s'approprie et que lui soit donné du pouvoir pour qu'il influence et participe à la structure sociale, économique, politique*

## Participation effective, au cœur du changement

Pour penser une réelle participation du citoyen, il est nécessaire d'amener un changement pertinent. Tout d'abord, s'il est décidé de laisser place à la démocratie d'élevage, procédure insufflée par les pouvoirs publics qui ajoute une dimension de participation au modèle de représentation, l'articulation entre ces deux formes doit être effective. Comme suggéré plus haut, les dispositifs de participation portés par le politique doivent être exercés à certaines conditions.

Pour ouvrir le jeu démocratique, il est nécessaire que le politique précise l'objet de la participation et la qualité de la procédure. De quelle manière, lorsqu'il implique le citoyen, son avis est-il pris en compte et ce, à tous niveaux de décision ? Comment les opinions divergentes des citoyens et élus sont-elles arbitrées ? Quels sont les critères pour justifier la prise en compte de telle ou telle position pour prendre une décision ?

Selon la Commission Justice et Paix, les changements ne proviendront de la base que si elle participe aux évolutions plutôt que de les subir. La démocratie ne peut être une formalité et se limiter au vote, il est nécessaire que le citoyen s'approprie et que lui soit donné du pouvoir pour qu'il puisse réellement influencer et participer aux structures sociale, économique, politique qui l'entourent. Il est important de reconnaître les différents savoirs, de les mutualiser afin que chacun puisse apporter un éclairage aux choses publiques, amenant ainsi une démocratie constructive.

Enfin, comme le suggère Damay 9, il est aussi important de ne pas oublier la démocratie sauvage, dynamique spontanée qui vient de la société, des citoyens. Même si elle peut perturber le ronronnement de la politique représentative, elle peut assurer la vivacité d'une autre démocratie, celle de l'interaction. Fasse que le politique puisse reconnaître le symptôme de cette faiblesse démocratique, assumer le rôle que prennent ces mouvements comme Ades, Tout autre chose, Roosevelt et encourager leur investissement pour plus de solidarité, de coopération,

d'écoute... et leur permettre de prendre une responsabilité politique.

*Que le politique encourage l'investissement des mouvements citoyens pour plus de solidarité, de coopération, d'écoute... et leur permette de prendre une responsabilité politique*

## Ils veulent " Tout Autre Chose"

Face à l'austérité, les fissures dans la cohésion sociale, la crise sociale et écologique, Tout Autre Chose, et Hart boven Hard, son homologue en Flandre, forment un mouvement jeune et belge, réunissant des citoyens et des associations de tous horizons – femmes, hommes, jeunes, et moins jeunes – dans l'espoir de construire des alternatives citoyennes au modèle de société dominant.

Le mouvement s'est donné comme objectif premier de construire petit à petit une société démocratique, juste, écologique, égalitaire et émancipatrice, en valorisant le débat citoyen et critique. Il oeuvre pour un changement de culture, en repensant les valeurs dominantes et en devenant un relais entre les luttes et les personnes afin de tisser davantage de liens solidaires.  
[www.toutautrechose.be](http://www.toutautrechose.be)

**Angela Ocampo**

Auteur :  
Alexandra Culin

*Cette analyse a fait l'objet d'un article dans notre publication « Pour Parler de Paix – décembre 2015*